

Département MEURTHE & MOSELLE
Arrondissement TOUL
Canton TOUL NORD

Ecrouves, le 25 octobre 2018

Messieurs, Mesdames les
Conseillers(ères) Municipaux(ales)

Nombre de Conseillers

- . en exercice = 27
- . présents = 15
- . votants = 21

Nota : Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le 25 octobre 2018, et que la convocation du Conseil avait été faite le 10 octobre 2018

Le Maire,

COMMUNE d'ECROUVES

.....

**EXTRAIT du PROCES-VERBAL des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL
du 18 OCTOBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit, le dix-huit octobre, se sont réunis les membres du conseil municipal en Mairie salle du Conseil, après convocation légale, sous la présidence de M. Roger SILLAIRE, Maire

Etaient présents : M. KNAPEK, M. MAURY, Mme AGRIMONTI, Mme GUILLAUMÉ, M. MELIN, Mme MATHIAS, M. DEGUY, M. VALLON, Mme BONNEFOY, Mme KLINTZ, Mme NAUDIN, M. DOMINIAK, Mme GIROT, Mme REDER

Etaient excusés : M. MARIE ayant donné procuration à M. SILLAIRE, M. NEUVEVILLE à M. MELIN, Mme SIMONOT à Mme GUILLAUMÉ, Mme DALANZY à Mme AGRIMONTI, Mme BISTORIN à M. MAURY, M. CHARLES à M. DOMINIAK, M. BOULOGNE

Etaient absents : M. HEYMELOT, M. BELLEMIN, M. BERTIN, Mme ORY, Mme RONDEAU

Il a été procédé, conformément à l'article L 121-14 du Code des Communes, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil : M. Elodie NAUDIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le procès-verbal de la précédente réunion est adopté à l'unanimité (1 abstention : M. DOMINIAK).

<p>N°38-2018 - DEMISSIONS des CONSEILLERS MUNICIPAUX et INSTALLATIONS des NOUVEAUX CONSEILLERS MUNICIPAUX</p>
--

Monsieur le Maire expose,

Suite aux démissions de M. Jean-Robert GORCE du 8 octobre 2018, de Mme Claudine CLAIROTTE du 15 octobre 2018 et de M. Fabrice MICHELET du 16 octobre 2018

M. Laurent BOULOGNE et Mme Aurélie RONDEAU, conformément à l'article L 270 du Code Electoral précisant que :

« Les candidats venant sur une liste immédiatement après les derniers élus sont appelés à remplacer les conseiller municipaux élus sur cette liste dont les sièges deviennent vacants pour quelque cause que ce soit »,

sont installés dans leurs nouvelles fonctions de conseillers municipaux à compter de ce jour.

Après lecture, le Conseil Municipal est invité à prendre acte des installations de

M. Laurent BOULOGNE et Mme Aurélie RONDEAU dans leurs nouvelles fonctions de conseillers municipaux à compter de ce jour.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

-Prend acte des démissions de M. Jean-Robert GORCE, Mme Claudine CLAIROTTE, M. Fabrice MICHELET de leurs sièges de conseillers municipaux et de toutes les fonctions électives y afférentes

-Prend acte de l'installation de M. Laurent BOULOGNE et Mme Aurélie RONDEAU en qualité de conseillers au sein du Conseil municipal.

- Fixe le tableau du Conseil Municipal comme suit :

TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL AU 18/10/2018

	Intitulé	NOM-Prénom	Adresse	CP VILLE	DATE ELECTION
1	Monsieur	SILLAIRE Roger	237, rue Gabriel Leroy	54200 ECROUVES	23/03/2014
2	Monsieur	KNAPEK Patrice	96, rue Abbé G. Guérin	54200 ECROUVES	23/03/2014
3	Monsieur	MAURY Christophe	399, rue Hôtel de Ville	54200 ECROUVES	23/03/2014
4	Madame	AGRIMONTI Yolande	23, rue Vignes l'Evêque	54200 ECROUVES	23/03/2014
5	Madame	GUILLAUMÉ Isabelle	207, rue Gabriel Leroy	54200 ECROUVES	23/03/2014
6	Monsieur	MELIN Christian	394, rue Lamarche	54200 ECROUVES	23/03/2014
7	Monsieur	MARIE François	4, rue du Docteur Denis	54200 TOUL	23/03/2014
8	Monsieur	NEUVEVILLE J.Pierre	249, avenue Joffre	54200 ECROUVES	23/03/2014
9	Madame	MATHIAS Marie-France	238, rue du 16ème BCP	54200 ECROUVES	23/03/2014
10	Monsieur	DEGUY Jean Luc	22, rue Lamarche	54200 ECROUVES	23/03/2014
11	Monsieur	VALLON Gérard	22, Domaine Hautes Terres	54200 ECROUVES	23/03/2014
12	Madame	BONNEFOY Chantal	61, rue Jean Monnet	54200 ECROUVES	23/03/2014
13	Monsieur	HEYMELOT J.François	32, Val d'Ingressin	54200 ECROUVES	23/03/2014
14	Madame	KLINTZ Viviane	210, rue René Thénot	54200 ECROUVES	23/03/2014
15	Monsieur	BELLEMIN Albert	13, rue du Château	54200 ECROUVES	23/03/2014
16	Madame	SIMONOT Isabelle	162, rue Lieutenant Ehlé	54200 ECROUVES	23/03/2014
17	Madame	DALANZY Aurélie	82, rue du Foulot	54200 ECROUVES	23/03/2014
18	Madame	NAUDIN Elodie	406, rue Abbé G. Guérin	54200 ECROUVES	23/03/2014
19	Madame	BISTORIN Laurence	Route de Royaumeix	54200 ANDILLY	23/03/2014
20	Monsieur	BERTIN Jonathan	1083, av. du 15ème Génie	54200 ECROUVES	23/03/2014
21	Monsieur	DOMINIAK Bernard	198, rue des Pensées	54200 ECROUVES	23/03/2014
22	Madame	GIROT Patricia	55, Allée des Charmilles	54200 ECROUVES	23/03/2014
23	Monsieur	CHARLES Joachim	411, rue des Vignes l'Evêque	54200 ECROUVES	23/03/2014
24	Madame	ORY Emmanuelle	755, avenue du 15ème Génie	54200 ECROUVES	23/03/2014
25	Madame	REDER Jacqueline	691, avenue Joffre	54200 ECROUVES	23/09/2016
26	Madame	RONDEAU Aurélie	436, rue du Général Séré de Rivières	54200 ECROUVES	15/10/2018
27	Monsieur	BOULOGNE Laurent	298, rue de l'Abbé Guérin	54200 ECROUVES	16/10/2018

N°39/2018 - RENOVATION et MISE aux NORMES de l'ECOLE ELEMENTAIRE de la JUSTICE APPROBATION de l'OPERATION

Le Maire rappelle la délibération du conseil municipal du 13 avril 2018 confiant la maîtrise d'œuvre de la rénovation et de la mise aux normes de l'école élémentaire de la Justice au groupement DEFI-ARCHI/BET TRIGO/BET acoustique VENATHEC.

Il rappelle également les principaux objectifs de ce projet qui sont :

- D'assurer l'accessibilité de l'équipement afin de répondre aux engagements fixés à l'AD'AP.
- De mettre l'école en conformité technique : sur la base d'un diagnostic, il sera engagé la remise à niveau de l'ensemble des éléments afférents à la sécurité des usagers (réseau électrique, systèmes de sécurité incendie, etc)
- De rechercher une efficacité énergétique
- De sécuriser le site, ses accès et ses abords.

L'avant-projet définitif (APD) présenté en commission communale des travaux du 28 septembre 2018, est estimé à :

- Tranche ferme : 1 273 600 € HT
- 8 prestations spécifiques éventuelles (PSE) ou options : 103 800 € HT

Le coût global de cette opération est évalué à :

• Travaux (toutes options comprises)	1 377 400 € HT
• Maîtrise d'œuvre (diagnostic et honoraires 7.65% hors option)	103 430 € HT
• Divers (CT, SPS, ...)	35 000 € HT
• Location de bungalows	<u>100 000 € HT</u>
	1 615 830 € HT
Portée à	1 616 000 € HT

Cette opération fera l'objet de recherche de financement par le Maire qui en a reçu délégation par délibération du conseil municipal du 24 juin 2016

Vu l'avis de la commission des travaux du 28 septembre 2018,

Le Conseil Municipal est invité à délibérer pour

APPROUVER l'opération de rénovation et de mise aux normes de l'école élémentaire de la Justice estimée à 1 616 000 € HT.

APPROUVER l'avant-projet définitif des travaux de rénovation et mise aux normes de l'école élémentaire de la Justice établi par le groupement DEFI-ARCHI/BET TRIGO/BET acoustique VENATHEC

ARRETER le coût prévisionnel des travaux à l'issue de l'APD à 1 273 600 € HT hors PSE.

ARRETER le montant de la rémunération de la maîtrise d'œuvre à 97 430.40 € HT

AUTORISER le Maire ou son représentant à signer l'avenant au contrat de maîtrise d'œuvre.

AUTORISER le Maire ou son représentant à déposer, le cas échéant, toutes demandes d'autorisation d'urbanisme (permis de construire, déclaration préalable, notamment) ou toutes demandes de déclarations de travaux relatives à cette opération.

AUTORISER le Maire ou son représentant à signer tous autres documents relatifs à cette opération.

Délibération adoptée à la majorité (1 contre : M. DOMINIAK et 1 abstention :

Mme GIROT)

<p>N° 40/2018 - COMMUNAUTE URBAINE du GRAND NANCY APPROBATION de L'ACTE CONSTITUTIF du GROUPEMENT de COMMANDES pour l'ACHAT de GAZ NATUREL 2019/2020</p>
--

L'ouverture à la concurrence pour l'approvisionnement en gaz naturel est devenue une obligation pour les collectivités depuis le 1er janvier 2015 pour les bâtiments ayant une consommation annuelle supérieure à 200 MWh et depuis le 1er janvier 2016 pour ceux ayant une consommation annuelle de plus de 30 MWh.

Cette obligation a changé complètement l'accès à l'énergie qui doit désormais se faire par un marché public adapté. Deux groupements de commandes d'une durée de 2 ans ont été élaborés en conséquence par le Grand Nancy le 1er janvier 2015 puis le 1er janvier 2017. Ces marchés ont permis en outre de réduire l'ensemble des factures de gaz naturel des 144 membres volontaires. Le groupement actuel arrive à échéance le 31 décembre 2018 et il convient de renouveler l'opération.

Une proposition de groupement

Pour donner suite aux résultats obtenus avec le groupement 2017-2018, le Grand Nancy propose de renouveler l'expérience avec le lancement d'un nouveau groupement devant être opérationnel dès le 1^{er} janvier 2019 pour une période de deux ans et ouvert aux communes, intercommunalités et partenaires sur le territoire lorrain.

La mise en place de ce groupement de commandes permet :

- d'assurer un volume intéressant pour les fournisseurs qui concentrent leurs réponses sur ce type de marché,
- d'assurer une réponse pour les petits consommateurs qui, au regard de leur volume d'achat, ne peuvent faire jouer une grosse concurrence,
- d'accompagner les consommateurs dans les démarches administratives, juridiques et techniques.

La force du groupement réside dans la concentration en un appel d'offres d'un important volume de gaz naturel à acheter.

Il est difficile de se prononcer sur l'évolution du prix car celui-ci dépend avant tout de la situation du marché boursier européen de gaz naturel lors de l'achat, néanmoins le volume permet d'assurer un gain assez conséquent par rapport à un appel d'offres plus restreint, tout en déléguant la gestion administrative des contrats.

Le Grand Nancy se positionne comme coordonnateur de ce groupement et assure donc pour l'ensemble des membres les prestations d'ingénierie, de veille et de suivi.

Une indemnisation des frais pour le coordonnateur

Dans le cadre du groupement de commandes, l'ingénierie et les moyens mis en place par le Grand Nancy sont indemnisés à hauteur de :

- 0,40 € par MWh pour les partenaires situés sur le territoire du Grand Nancy,
- 0,50 € par MWh pour les partenaires situés en dehors de l'agglomération,

Soit une indemnité de moins de 1 % du marché actuel (entre 50 et 60 €/MWh).

Un plafond de 10 000 € est mis en place pour les partenaires ayant de grosses consommations.
Les indemnisations inférieures à 250 € sont reportées en cumul sur l'année suivante.

Le Conseil Municipal est invité à délibérer pour

Vu la directive européenne 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28,

Vu le Code de l'énergie et notamment ses articles L. 441-1 et L. 441-5,

Vu la délibération de la Métropole du Grand Nancy en date du 23 mars 2018,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune d'Ecrouves d'adhérer à un groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel, fournitures et services en matière d'efficacité énergétique pour ses besoins propres,

Considérant qu'en égard à son expérience, la Métropole du Grand Nancy entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement pour le compte de ses adhérents,

APPROUVER l'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel, fournitures et services en matière d'efficacité énergétique coordonné par la Métropole du Grand Nancy en application de sa délibération du 23 mars 2018.

ACCEPTER la participation financière de la ville d'Ecrouves fixée et révisée conformément à l'article 6 de l'acte constitutif.

AUTORISER le Maire ou son représentant à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité.

N°41/2018 - BIENS VACANTS et SANS MAITRE RETRAIT de la PARCELLE ZA N°36
--

Le Maire rappelle la délibération du conseil municipal n°26/2017 du 14 avril 2017 portant sur l'incorporation de biens vacants et sans maître dans le patrimoine communal.

Les services de publicité foncière et du cadastre ont confirmé qu'aucune mention et formalité ne permettent d'identifier les anciens titulaires des cotes cadastrales listées à la délibération hormis pour la parcelle ZA n°36 qui appartient à l'Etat suite aux opérations de remembrement de la commune de Pagny derrière Barine.

Cette parcelle n'est pas considérée comme un bien vacant et sans maître et doit être retirée de la liste des parcelles à intégrer dans le patrimoine communal.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L 1123-1 et L 1123-2,

Vu le code civil, notamment son article 713,

Le conseil municipal est invité à délibérer pour :

- **CONFIRMER** l'incorporation de droit dans son patrimoine communal les biens suivants cadastrés :
 - ✓ section A 91, zone N du PLU d'une superficie de 242 m²
 - ✓ section AB 4, zone Nc du PLU d'une superficie de 1125 m²
 - ✓ section AB 24, zone Nc du PLU d'une superficie de 1225 m²
 - ✓ section AB 101, zone Nc du PLU d'une superficie de 650 m²
 - ✓ section AB 103, zone Nc du PLU d'une superficie de 170 m²
 - ✓ section AB 104, zone Nv du PLU d'une superficie de 150 m²
 - ✓ section AC 28, zone Nv du PLU d'une superficie de 160 m²
 - ✓ section AC 34, zone Nv du PLU d'une superficie de 680 m²
 - ✓ section AC 37, zone Nv du PLU d'une superficie de 77 m²
 - ✓ section AO 293, zone Nv du PLU d'une superficie de 735 m²
 - ✓ section AO 176, zone 2Au du PLU d'une superficie de 240 m²
- **RENONCER** à exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil sur les autres parcelles présumées sans maître énumérées dans l'arrêté préfectoral du 11 mars 2016.
- **AUTORISER** le Maire ou son représentant à signer l'acte d'appropriation destiné à la publicité foncière dont l'étude de Maître Person à la charge de l'établissement.
- **AUTORISER** le Maire ou son représentant à signer toutes autres pièces utiles se rapportant à la présente délibération.

Délibération adoptée à la majorité (1 contre : M. CHARLES et 1 abstention : M. DOMINIAK)

N°42/2018 - EXERCICE du DROIT de PRIORITÉ ACQUISITION de la PARCELLE CADASTRÉE ZA 36

Monsieur le Maire expose :

La direction de l'immobilier de l'Etat doit procéder à l'aliénation d'un terrain classé en landes, cadastré ZA n°36, lieu-dit « Long de Charmes », d'une contenance de 781 m². Ce bien situé en zone A du plan local d'urbanisme, n'est pas soumis au droit de préemption urbain mais il est éligible au droit de priorité de la commune.

Par courrier du 23 mars 2018, en vertu de l'article 16 de la délibération du Conseil Municipal n°28/2014 du 1^{er} juillet 2014, le Maire a exercé, au nom de la commune, le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme pour l'acquisition par la commune de la parcelle dont il s'agit.

Considérant l'intérêt qui s'attache à intégrer ladite parcelle dans le domaine privé communal,

En conséquence, le Conseil Municipal est invité à délibérer pour :

- Prendre acte de la décision du Maire d'exercer le droit de priorité selon les dispositions de l'article L 240-1 et suivants du code de l'urbanisme, pour acquérir la parcelle cadastrée ZA n°36, lieu-dit « Long de Charmes », d'une contenance de 781 m².
- Entériner l'acquisition de ladite parcelle au prix de 430 €, les frais de publicité foncière incombant à la commune.
- Autoriser le Maire ou son représentant à signer l'acte administratif correspondant.
- S'engager à prévoir les crédits nécessaires aux frais d'acquisition et d'enregistrement, en tant que de besoin au budget de référence.

Délibération adoptée à la majorité (2 contre : M. DOMINIAK, M. CHARLES)

N°43/2018 - FINANCES - DECISION MODIFICATIVE N°3 - REGULARISATION D'ECRITURES BUDGETAIRES
--

Monsieur le Maire expose :

La subvention de 24 000 €, objet du titre 539, exercice 2014, pour l'aménagement du carrefour rue des Oiseleurs a été comptabilisée à l'article 1332.

S'agissant d'une subvention non amortissable, elle doit être imputée à l'article 1342.

Il y a lieu de procéder à la régularisation de cette écriture comptable qui nécessite une décision modificative portant sur les opérations d'ordre.

En conséquence, le Conseil Municipal est invité à délibérer pour :

- **DECIDER** l'ouverture des crédits suivants, objet de la décision modificative N° 3 du budget principal :

DECISION MODIFICATIVE N°3 - BUDGET PRINCIPAL

SECTION d'INVESTISSEMENT	
CHAPITRE 041	Dépenses
Article/Fonction	Montant
1332/01 – Amende de police	+ 24 000 €
CHAPITRE 041	Recettes
Article/Fonction	Montant
1342/01 – Amende de police	- 24 000 €

- **AUTORISER** le Maire ou son représentant à signer toutes pièces utiles

Délibération adoptée à l'unanimité.

<p>N°44/2018 - PERSONNEL COMMUNAL - CONSTITUTION de la SOCIETE PUBLIQUE LOCALE pour les PRESTATIONS FACULTATIVES du CENTRE de GESTION 54</p>

Constitution de la Société Publique Locale « Gestion Locale », approbation des statuts, entrée au capital, désignation des représentants

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment, les articles L.1521-1 et suivants ;

VU les dispositions de l'article L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de commerce, notamment ses articles L.210-6 et L.225-1 et suivants ;

VU l'article 17 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ;

VU la délibération du conseil d'administration du centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, numéro 18/61 relative à l'évolution du fonctionnement du centre de gestion et la création d'une société publique locale,

VU les statuts de la Société publique locale Gestion Locale tels qu'annexés à la présente délibération,

Rappel du contexte ou de l'existant et références

Les SPL sont des sociétés anonymes régies par le livre II du Code du Commerce. Par ailleurs, elles sont soumises au titre II du Livre V de la première partie du CGCT qui porte sur les Sociétés d'Economie Mixte Locales (SEML).

Il est précisé que le champ d'intervention des SPL s'étend aux opérations d'aménagement, de construction à l'exploitation des services à caractère industriel et commercial ou de toutes autres activités d'intérêt général.

Les SPL ne peuvent exercer leurs activités que pour le compte exclusif et sur le territoire de leurs actionnaires, et donc dans le cadre des compétences de ceux-ci, particularité qui lui permet notamment, dans le cadre de prestations dites intégrées, au sens de la jurisprudence (quasi-régie ou « in house ») de se soustraire aux obligations de publicité et de mise en concurrence, et ce, du fait du contrôle exercé par le pouvoir adjudicateur sur son cocontractant, analogue à celui exercé sur ses propres services et dès lors que le cocontractant réalise l'essentiel de son activité pour les collectivités, groupements qui le détiennent.

Motivation et opportunité de la décision

Les éléments qui précèdent et caractérisent à la fois une certaine sécurité juridique et une souplesse manifeste d'intervention, justifient que la collectivité/l'établissement participe au capital d'une telle entité qui pourrait se voir confier sans mise en concurrence dans le cadre de la jurisprudence de « quasi-régie » des missions en lien avec le management et des fonctions liées à l'organisation de la collectivité/établissement, permettant de bénéficier de prestations à des tarifs attractifs dans des domaines tels que l'archivage, la prévention des risques professionnels, l'hygiène et la sécurité, la médecine préventive, le RGPD, l'assurance des risques statutaires ou l'accompagnement dans le recrutement...

Le Conseil est invité à délibérer pour :

APPROUVER le projet de statuts de Société Publique Locale (SPL) annexé à la présente délibération, la SPL étant dotée d'un capital social de 309 200 € réparti en 3092 actions d'une valeur nominale de 100 € chaque, étant entendu que la répartition du capital pourra varier en fonction de l'adhésion des différentes collectivités sollicitées,

PRECISER qu'il approuve par anticipation la composition définitive du capital précisée à l'article 6 des statuts, en fonction des souscriptions d'actions constatées à la date du **15 novembre 2018** et que, dans l'hypothèse où ce montant de capital varierait, il ne sera pas nécessaire de délibérer de nouveau à ce sujet avant l'assemblée constitutive de la Société Publique Locale, sous réserve que la nouvelle composition de capital respecte les dispositions légales et réglementaires en vigueur,

SE PRONONCER favorablement sur l'adhésion de la ville d'Ecrouves à la SPL Gestion Locale,

APPROUVER la souscription au capital de la SPL à hauteur de 1 300 € correspondant à 13 actions de 100 € chacune, étant précisé que la totalité de cet apport, soit la somme de 1 300 € sera **immédiatement mandatée** sur le compte de séquestre ouvert à cet effet, afin de libérer le capital social de la Société.

DESIGNER :

- M. SILLAIRE Roger, titulaire
- M. MAURY Christophe, suppléant

aux fins de représenter la collectivité dans les différentes instances de la SPL Gestion Locale avec faculté d'accepter toutes fonctions qui pourraient leur être confiées, ainsi que tous mandats spéciaux qui leur seraient confiés par le Conseil d'Administration de la SPL, par l'Assemblée Générale des actionnaires ou par l'Assemblée Spéciale.

AUTORISER les représentants ci-dessus désignés à approuver la version définitive des statuts lors de l'assemblée générale extraordinaire de constitution de la société,

APPROUVER que la ville d'Ecrouves soit représentée au sein du Conseil d'administration de la société, par la collectivité (et plus particulièrement par l'un de ses élus) qui sera désignée à cet effet, par les collectivités actionnaires, membres du collège dont dépend la présente collectivité.

Ce représentant exercera durant son mandat, un contrôle conjoint sur la société au titre de l'ensemble des collectivités et groupements de collectivités qu'il représentera.

APPROUVER pleinement et entièrement les modalités de fonctionnement de la SPL fixées dans les statuts, notamment le préambule, l'article 3 relatif à l'objet social et l'article 28 relatif au contrôle des actionnaires sur la société.

AUTORISER Monsieur le Maire à recourir dans l'intérêt de la ville d'Ecrouves aux services de la société, à prendre toute décision et à approuver tout document et contrat relatif aux relations entre la ville d'Ecrouves et la SPL

AUTORISER Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Impacts financiers

La dépense correspondante à la souscription de la ville à la SPL est inscrite au budget primitif 2018, chapitre 26 "participations et créances rattachées aux participations", article 261 "titres de participation".

Délibération adoptée à l'unanimité.

N°45/2018 - FINANCES - DECISION MODIFICATIVE N°4 - ENTRÉE dans le CAPITAL de la SOCIETE PUBLIQUE LOCALE « GESTION LOCALE »

Monsieur le Maire expose :

Par délibération 44/2018 du 18 octobre 2018, le conseil municipal a décidé son entrée dans le capital de la SPL « gestion locale » à hauteur de 1 300 € correspondant à 13 actions de 100 € chacune. La totalité de cet apport, soit la somme de 1 300 € sera immédiatement mandatée sur le compte de séquestre ouvert à cet effet, afin de libérer le capital social de la Société.

Cette décision implique d'inscrire cette dépense au budget primitif 2018, chapitre 26 "participations et créances rattachées aux participations", article 261 "titres de participation".

En conséquence, le Conseil Municipal est invité à délibérer pour :

- **DECIDER** l'ouverture des crédits suivants, objet de la décision modificative N° 4 du budget principal :

DECISION MODIFICATIVE N°4 - BUDGET PRINCIPAL

SECTION d'INVESTISSEMENT	
CHAPITRE 26 - OPERATIONS NON INDIVIDUALISEES	Dépenses
Article/Fonction	Montant
261/01 – Titres de participation	+ 1 300 €

CHAPITRE 021 – OPERATIONS NON INDIVIDUALISEES	Recettes
Article/Fonction	Montant
021/01 – Prélèvement sur recettes de fonctionnement	+ 1 300 €

SECTION de FONCTIONNEMENT	
	Dépenses
Article/Fonction	Montant
023/01 – virement à la section d'investissement	+ 1 300 €
	Dépenses
Article/Fonction	Montant
6336/020 – Cotisation au centre de gestion de la FPT	- 1 300 €

- **AUTORISER** le Maire ou son représentant à signer toutes pièces utiles

Délibération adoptée à l'unanimité.

**N°46/2018 - COMMUNAUTE de COMMUNES TERRES TOULOISES COMPETENCE
OPTIONNELLE « ACTION SOCIALE d'INTERET COMMUNAUTAIRE »**

Dans le cadre de la fusion entre l'ex-CCT et l'ex-CC2H et considérant la compétence petite enfance exercée par l'ex-CC2H, une étude a été engagée sur les modes d'accueil de la petite enfance à l'échelle du territoire intercommunal de la CC2T.

Cette étude a notamment permis de comprendre l'intérêt d'une harmonisation et d'un approfondissement de cette compétence et d'en définir plus précisément les contours, avec la prise en compte des spécificités locales.

Parallèlement, il est rappelé que la Communauté de Communes assume d'ores et déjà d'autres compétences en lien avec l'action sociale (insertion professionnelle, soutien aux dispositifs d'insertion sociale, participation au contrat local de santé).

Aussi, il est apparu pertinent de formaliser une nouvelle compétence optionnelle dénommée « action sociale d'intérêt communautaire », comprenant ces différents axes d'intervention et de l'ajouter aux statuts de la CC2T. Le contenu précis de cette compétence relève de la définition de l'intérêt communautaire, dont la validation revient de par la loi à l'assemblée délibérante de la CC2T.

En revanche, la décision d'ajouter cette nouvelle compétence optionnelle aux statuts de la CC2T est soumise à consultation des communes membres.

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2017 portant sur les compétences de la Communauté de Communes Terres Toulaises,

Vu la délibération n° 2018-04-03 du 25 juin 2018, par laquelle l'assemblée délibérante de la CC2T a, à l'unanimité, validé l'ajout dans les statuts de la CC2T d'une compétence optionnelle « action sociale d'intérêt communautaire » et ce, à compter du 1^{er} janvier 2019.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5211-17 qui soumet à consultation des communes membres l'ajout d'une nouvelle compétence à l'intercommunalité, les communes disposant de 3 mois, à compter de la notification de la délibération, pour se prononcer, leur accord étant requis à la majorité qualifiée, à savoir plus des 2/3 des communes membres représentant au moins la $\frac{1}{2}$ de la population, ou plus de la $\frac{1}{2}$ des communes membres représentant au moins 2/3 de la population, comprenant l'accord des ou de la commune membre dont la population est supérieure au quart de la population totale de l'établissement,

Considérant que l'absence d'avis d'une commune vaut avis favorable tacite,

Le Conseil est invité à délibérer pour :

- **DONNER un avis favorable à l'ajout dans les statuts de la CC2T d'une compétence optionnelle « action sociale d'intérêt communautaire » et ce, à compter du 1^{er} janvier 2019.**

Délibération adoptée à la majorité (1 contre : M. DOMINIAK)

<p align="center">N°47/2018 - COMMUNAUTE de COMMUNES TERRES TOULOISES NOUVEAUX STATUTS de CC2T</p>
--

Vu le Code général des collectivités territoriales, dont les articles L. 5211-5-1, L. 5214-16 et L5211-17;

Vu les arrêtés préfectoraux du 26 décembre 2016 et 28 décembre 2017 portant sur le périmètre et les compétences de la Communauté de Communes Terres Toulaises,

Vu la délibération n°2018-04-05 du 25 juin 2018, par laquelle l'assemblée délibérante de la CC2T a, à l'unanimité, validé la nouvelle rédaction des statuts de la communauté de communes,

Considérant que les statuts d'un EPCI doivent mentionner les compétences obligatoires et optionnelles de celui-ci dans la stricte rédaction prévue par la législation - sans précisions de contenu ni d'intérêt communautaire - alors que les compétences facultatives (ou supplémentaires) doivent être rédigées de façon précise et exhaustive,

Considérant que ces statuts, tels que validés par l'assemblée de la CC2T, sont joints en annexe,

Considérant que ces nouveaux statuts sont soumis à consultation des communes membres, qui disposent de 3 mois, à compter de la notification des statuts, pour se prononcer, leur accord étant requis à la majorité qualifiée, à savoir plus des 2/3 des communes membres représentant au moins la $\frac{1}{2}$ de la population, ou plus de la $\frac{1}{2}$ des communes membres représentant au moins 2/3 de la population, comprenant l'accord des ou de la commune membre dont la population est supérieure au quart de la population totale de l'établissement,

Considérant que l'absence d'avis d'une commune vaut avis favorable tacite,

Délibération adoptée à l'unanimité

**N°48/2018 - COMMUNAUTE de COMMUNES TERRES TOULOISES AVIS
sur la MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 du PROGRAMME LOCAL de l'HABITAT**

La Communauté de Communes Terres Toulaises a approuvé en 2012 le Programme Local de l'Habitat (PLH) dont la durée est de 6 ans. De par la fusion avec Hazelle en Haye, la CC2T doit procéder à la modification simplifiée de ce PLH afin de la rendre exécutoire sur l'ensemble de son territoire, soit 42 communes. Il est également demandé aux services de l'Etat de prolonger de PLH modifié jusqu'à l'adoption définitive du PLUI H soit 2021.

Le projet de modification simplifiée a été validé lors du conseil communautaire du 25 juin 2018. Comme le prévoit le Code de la Construction et de l'Habitat, ce projet doit être soumis à l'avis du Conseil Municipal dans un délai réglementaire de deux mois à compter de la demande formulée par la CC2T.

Les quatre grandes orientations stratégiques inscrites dans le PLH initial demeurent similaires sur le périmètre élargi des 42 communes. Ainsi, la politique locale de l'habitat doit permettre à l'ensemble des partenaires et acteurs locaux d'agir pour une offre de logements de qualité :

- Organiser, de manière équilibrée, le développement d'une offre d'habitat de qualité
- Moderniser l'habitat ancien et valoriser les centres villes et villages
- Développer une offre de logements diversifiée et accessible
- Répondre aux besoins de publics spécifiques.

L'ensemble du programme-actions initial est reconduit et développé à l'ensemble du territoire de la CC2T. En outre, le PLUI H comportera un volet Habitat qui sera l'opportunité d'y inscrire les politiques de l'habitat à mettre en œuvre sur la CC2T ainsi que les perspectives de développement.

Le Conseil est invité à délibérer pour :

DONNER un avis favorable au projet de modification simplifiée n°2 du programme local de l'habitat de la CC2T.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Maire expose :

La proposition de l'Office National des Forêts (ONF) d'inscrire des coupes pour l'exercice 2019 dans la forêt communale relevant du régime forestier, dans une perspective de gestion forestière durable.

L'état d'assiette présentant les coupes prévues au programme d'aménagement est joint en annexe.

Le Conseil Municipal est invité à délibérer pour :

APPROUVER l'état d'assiette des coupes de l'année 2019 présenté.


DEMANDER à l'ONF de bien vouloir procéder en 2019 à la désignation des coupes inscrites à l'état d'assiette présenté ci-après.

FIXER la destination des coupes inscrites de l'exercice 2019 comme suit :

UNITE DE GESTION 2 i1

✓ Vente des futaies de la coupe façonnées et bois de chauffage réservé aux particuliers

- Les diamètres, à 1.30 m, des futaies à vendre, de toutes essences, sont fixés à 35 cm minimum.
- L'ONF est autorisé à vendre les grumes aux ventes groupées, toute vente amiable, y compris dans le cadre des contrats d'approvisionnement, faisant l'objet d'un avis conforme du Maire.
- Les autres produits feront l'objet de cession de bois de chauffage à la mesure.
- L'ONF est autorisé à réaliser les contrats de ventes aux particuliers pour l'année 2019 dans le respect des clauses générales de ventes de bois aux particuliers de l'ONF.

	Etat d'Assiette Année 2019 UT DU TOULOUS	Forêt n° 8/38 écrouves Coupes du programme	Monsieur le Maire COMMUNE D'ECROUVES 179 RUE DE L'HOTEL DE VILLE 54200 ECROUVES
---	---	--	--

Groupe : ensemble d'unités de gestion, regroupées pour être soumises à des opérations sylvicoles semblables : UG = unité de gestion - VPR EA = volume présumé réalisable de l'état d'assiette - Type Coupe : BI = bois d'industrie - BO = bois d'œuvre - TSF = Taillis sous futaie	Mode de vente des produits vendus : BF = bois façonnés - BSP = vente sur pied - CVD = cession - DE = délivrance (affouage) - Mode de statut : CPAF = coupe programmée année fixe - CPANF = coupe programmée année non fixe
--	--

Statut	Forêt	Groupe	UG	Type Coupe	Surf. UG	Surf. à Déa.	VPR EA	Mode de vente des produits vendus
CPAF	écrouves	Irrégulier	2 il	Irrégulière de BI	5,32	5,32	186,20	BF/CVD

Délibération adoptée à l'unanimité

N°50/2018 - VŒUX et MOTIONS - REORGANISATION des DESSERTES sur la LIGNE LGV-EST

Les élus lorrains sont mobilisés contre le projet de réorganisation des dessertes sur la LGV Est, le bouleversement des liaisons Nord-Sud au départ de la Lorraine et le désintérêt affiché de la SNCF pour le réseau régional secondaire

Cette motion porte sur le vœu d'une desserte ferroviaire de Toul et des villes du Sillon Lorrain.

Les collectivités du Grand Est, et plus particulièrement les collectivités lorraines, ont consenti un effort financier conséquent pour permettre la réalisation du TGV Est.

Elles ont participé à hauteur de 25% de son financement et, en contrepartie, une quinzaine d'entre elles ont pu bénéficier de la desserte par des rames TGV.

15 ans après la mise en service de ces liaisons, le contrat passé entre les collectivités lorraines et la SNCF est aujourd'hui remis unilatéralement en question, notamment par la possible suppression d'un certain nombre de dessertes de villes moyennes, sur le réseau LGV Est, entre Paris et la région Grand Est.

Cette évolution fragilise l'existence de l'eurocorridor européen multimodal (fer, fluvial, routier) qui structure une part des déplacements des pays de l'Europe du Nord, via le Benelux, l'Allemagne et la France vers le Sud et la Méditerranée.

Sur la question des lignes secondaires du réseau régional, Monsieur le Premier ministre a annoncé, lors de la présentation du « nouveau pacte ferroviaire » en février dernier, que les préconisations du rapport Spinetta concernant la suppression de 9000 kilomètres de lignes, ne seraient pas suivies. Aucune piste de financement par l'Etat n'a été alors avancée. En négligeant leur rénovation, l'Etat se désengage et laisse la responsabilité aux régions de décider du maintien ou non des lignes régionales du réseau ferré national.

Enfin, le déficit cumulé sur la LGV Rhin-Rhône pousse la SNCF à transformer en profondeur son modèle d'exploitation dans le Grand Est, par le report du trafic des lignes conventionnelles sur le réseau à grande vitesse.

Ainsi, en raison des importants travaux de restructuration de la gare Lyon Part-Dieu, il a été annoncé, sans consultation préalable, que l'accueil dans cette gare des rames TGV assurant depuis 2014 les liaisons directes entre Metz, Nancy, Dijon, Lyon et les principales villes méditerranéennes ne devrait plus être rendu possible en 2019, et ce pour une durée de 5 ans.

En lieu et place de 2 dessertes quotidiennes de Nancy vers le sud, aller et retour, proposition a été faite par la SNCF de réorganiser ces dessertes en faisant circuler les rames TGV :

- A partir de Metz et Strasbourg, trois dessertes quotidiennes permettraient de desservir Dijon, Lyon et les villes méditerranéennes, isolant de facto les territoires sud lorrains.
- A partir de Nancy, via Marne-la-Vallée, une desserte quotidienne, contre deux actuellement, permettrait de desservir directement Lyon et les villes méditerranéennes, excluant de facto Toul, Neufchâteau, Culmont-Chalindrey et Dijon.

Cette proposition impose en conséquence, dans un certain nombre de ses déclinaisons, un allongement des temps de parcours, des correspondances supplémentaires et/ou la nécessité de quitter des rames TGV pour emprunter des rames TER.

S'agissant de l'avenir du réseau, aucune décision ne devrait être engagée sans discussion étroite avec la région et les collectivités des bassins de vie concernés.

Ces échanges devront avoir lieu dans le respect des engagements pris dans le schéma de développement de l'espace communautaire (SDEC), dans les Contrats de Plan Etat-Région (CPER) et dans le cadre de la préparation des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), qui doivent être élaborés d'ici 2019.

Une stratégie générale de refondation ne peut être menée par la SNCF autrement que dans un esprit de co-construction avec les collectivités locales, sous l'égide de la région Grand-Est.

A la suite des vœux adoptés le 11 septembre 2018 par le conseil municipal de Nancy, le 25 septembre 2018 par le conseil municipal de Toul et le 27 septembre 2018 par le conseil communautaire de la CC2T, il est proposé au Conseil Municipal de demander au gouvernement :

- D'associer les collectivités et la population aux concertations et décisions sur l'avenir des dessertes en région Lorraine assurée par le TGV Est ;
- De garantir, dans le temps de la durée des travaux prévus sur la gare de Lyon part-Dieu, le maintien d'une offre de service public ferroviaire acceptable pour les usagers en qualité de temps de transport, de nombre de dessertes ou de praticité, au moins équivalente à celle dont ils bénéficient actuellement, dont, notamment, le maintien des liaisons vers les villes méditerranéennes comme Marseille, Nice ou Montpellier ;
- De s'engager à ce que les lignes supprimées, de manière temporaire le temps de ces travaux, soient rétablies à l'issue ;
- De profiter de cette période intermédiaire pour définir et engager, en concertation avec les collectivités, un plan de maintien, de rénovation et de modernisation des voies conventionnelles actuellement sous-utilisées ou nécessitant des investissements complémentaires (notamment : Metz-Dijon via Nancy, Toul, Neufchâteau, Culmont-Chalindrey ou via Nancy-Merrey et Culmont-Chalindrey ; Epinal-Belfort...).

Délibération adoptée à l'unanimité.

N°51/2018 - DECISIONS du MAIRE

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 28/2014 du 1^{er} juillet 2014, par laquelle le Conseil Municipal a donné, sur la base de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités, délégation au Maire,

Vu la délibération en date du 24 juin 2016 par laquelle le Conseil Municipal complète les délégations données au Maire, et notamment au titre de l'alinéa 26, l'autorisant à demander l'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités,

Considérant que les décisions prises par le Maire, dans le cadre de cette délégation, doivent faire l'objet d'une communication au Conseil Municipal,

Conformément à l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est rendu compte à l'organe délibérant des attributions exercées par délégation de ce dernier.

Le Maire informe que, depuis la dernière réunion du Conseil, il a pris, dans le cadre de la délégation que le Conseil Municipal a accordée, un certain nombre de décisions dont la liste est jointe ci-après :

⇒ **Les marchés à procédure adaptée :**

REALISATION DE SOLS AMORTISSANTS AIRE DE JEUX JUSTICE	FASSOTE Jean- Christophe	54800	18 009,59 €
PRESTATIONS ETUDE ET CONSEIL POUR DEPLACEMENT OUVRAGE RUE JEAN MONNET	ORANGE UI ALSACE LORRAINE	54500	385,20 €
REALISATION TRAVAUX EXTENSION RESEAU PUBLIC DISTRIBUTION ELECTRICITE RUE DE PARIS	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	57100	4 797,88 €
RELEVES TOPOGRAPHIQUES RUE DE PARIS ET RUE DE L'HOTEL DE VILLE	HERREYE ET JULIEN	54200	11 895,00 €
REALISATION TRAVAUX REINSTALLATION ET ADAPTATION DU SYSTEME ALARME ANTI INTRUSION MAIRIE	AB SECURITE Alarme - Domotique	54630	1 639,20 €
FOURNITURE ET POSE DE VOLETS ROULANTS ECOLE CROISET	GILBERT MAIREL ET FILS	54200	5 594,88 €
REALISATION TRAVAUX DE RACCORDEMENT ET ALIMENTATION ELECTRIQUE DU BATIMENT 32	STEPHANE PARISET ELECTRICITE	54170	11 202,00 €
MISE EN PLACE ESCALIER PERMETTANT ACCES ENTRE CLUB HOUSE ET TERRAINS DE TENNIS	JEAN BONHOMME	54370	2 634,00 €
REMPLACEMENT MENUISERIES BIBLIOTHEQUE	MAIREL GILBERT ET FILS	54200	8 391,60 €
FOURNITURE ET POSE DE RIDEAUX OCCULTANTS BIBLIOTHEQUE	HEYTENS	54710	1 628,84 €
TRAVAUX DE SONDAGE GEOTECHNIQUE DE RECONNAISSANCE ECOLE JUSTICE	FONDASOL	54320	3 698,40 €
REMPLACEMENT DESCENTE EN ZINC GOUTTIERE BIBLIOTHEQUE	GILBERT MAIREL ET FILS	54200	411,00 €
REALISATION PRESTATIONS ETUDE ET MODIFICATION RESEAU MAIRIE	ORANGE UI ALSACE LORRAINE	54500	1 143,72 €
RESTAURATION DU MONUMENT AUX MORTS	MACAIRE Jean-Gabriel	54115	3 460,00 €
FOURNITURE ET LIVRAISON LUMINAIRES	GHM	52220	979,90 €
FOURNITURE ET LIVRAISON PODIUM RELEVABLE SALLE LAMARCHE	IDEQUIPE SPORT	49000	6 732,00 €
FOURNITURE ET MISE EN PLACE DE MATERIEL DE PROTECTION INCENDIE / EXTINCTEURS	LORRAINE SECURITE INCENDIE	54410	1 910,04 €
MOBILIER MAIRIE COMPLEMENT	BURO CONSEIL	57140	1 184,40 €
CONTROLE DE LA STRUCTURE DES DEUX TERRAINS DE SPORT AU STADE	LABOSPORT	72100	12 532,80 €
REALISATION TRAVAUX DE RECHERCHE DE RESEAU DE DRAINAGE DU TERRAIN ROUGE	STPL	54380	6 180,00 €

⇒ **Les décisions du Maire :**

DM N° 11/2018 - Indemnisation choc véhicule contre borne incendie du 01/05/2018

DM N° 12/2018 - Recours d'Enedis contre l'avis sur le déploiement Linky

DM N° 13/2018 - Indemnisation au titre de protection fonctionnelle

DM N° 14/2018 - Remboursement à un employé chaussure de sécurité

DM N° 15/2018 - Annulation titre de facturation NAP

⇒ **Les autres décisions :**

- Actualisation du règlement des services de restauration scolaire et d'accueil périscolaire - modification des délais de réservation des repas à compter de septembre 2018.
- Avenant au contrat Millesime on-line

Le Conseil Municipal déclare avoir reçu communication des décisions ci-avant indiquées, prises par le Maire.

Le Maire clôt la séance.

Le Maire,

R. SILLAIRE